

<https://www.snetap-fsu.fr/Appelons-a-la-mobilisation-des-retraite-e-s-le-4-fevrier.html>



Appelons à la mobilisation des retraité-es le 4 février.

- Métiers - Retraité.e - Actualités -

Date de mise en ligne : lundi 1er février 2021

Copyright © SNETAP-FSU - Tous droits réservés



Les organisations [CGT](#), [FSU](#), Solidaires, Unef, [UNL](#), MNL, [FIDL](#) ont impulsé un processus de mobilisations et d'initiatives tout au long du mois de janvier et début février pour la préservation et le développement de l'emploi et des services publics, contre la précarité.

En tant que retraités, nous sommes directement concernés par ces mobilisations.

Par exemple, en matière de santé, rien pour les soignants qui dénoncent un plan Ségur au rabais, ni pour beaucoup de professionnels oubliés, particulièrement dans l'aide à domicile. Dans cette période de pandémie le gouvernement continue sa casse de l'hôpital public. De même, nous constatons une insuffisance de moyens donnés à l'accompagnement de la perte d'autonomie...

Au-delà des mots, le gouvernement, en liaison avec le patronat des grandes entreprises, poursuit les politiques de casse de l'emploi, de pression sur les salaires et sur les conditions de travail et d'affaiblissement de la protection sociale. Le nombre de chômeurs explose, mais de grosses entreprises utilisent le coronavirus comme prétexte pour licencier et poursuivre leur course aux profits. Ils plongent une grande partie de la population et notamment la jeunesse dans la précarité et la pauvreté.

Le plan de relance favorise surtout les multinationales et poursuit le même objectif libéral de casse de l'appareil productif et des services publics.

Comment peut-on rester indifférent lorsque l'on constate que le second confinement a fait plonger la jeunesse dans l'extrême précarité ?

Beaucoup ne mangent pas à leur faim. Les recours à la banque alimentaire et aux associations d'entraide explosent chez les jeunes comme chez les retraité-es, en prenant en compte que près de 1/3 des retraités vivent avec des pensions égales ou inférieures à 1 000Euros mensuels. À cela s'ajoutent pour les jeunes la difficulté de suivre les cours à distance, la peur de l'échec et une détresse psychologique forte qui peut se traduire par des suicides.

Les salaires ne sont pas l'ennemi de l'emploi et la revalorisation de tous les salaires sur la base du [SMIC](#) à 1 800 euros brut est une revendication juste. De même pour nous retraité-es : confrontés depuis des années au mépris, à la baisse du pouvoir d'achat de nos pensions nos organisations et association exigeons une revalorisation de 100Euros immédiatement au titre de rattrapage (près de 50 000 retraité-es ont signé la pétition en ligne : « ne touchez pas au pouvoir d'achat des retraité-es »).

Augmenter les salaires, les pensions de retraites, c'est bénéfique au pouvoir d'achat. Et c'est aussi bénéfique pour notre quotidien tout au long de la vie, car cela renforce nos cotisations sociales, pilier de notre Sécurité sociale :

c'est-à- dire notre santé, nos retraites...

Nos organisations [CGT](#), [FSU](#), Solidaires et l'association de retraités faisons nôtres les revendications portées par les syndicats et organisations de jeunesse. Nous refusons toutes sortes d'oppositions entre la jeunesse et les retraité-es. La misère s'installe chez de nombreux jeunes, elle progresse chez de nombreux-es retraité-es. Les conditions de vie sont de plus en plus dures pour l'ensemble des jeunes, des salarié-es, des retraité-es. Les retraités paient un lourd tribut à l'épidémie. Comme lors du premier déconfinement avec la pénurie de masques, le gouvernement cache la situation sur les vaccins en théorisant une campagne de vaccination « progressive ». En mars-avril 2020, nous exigeons la souveraineté sanitaire en matière de matériel médical (masques, blouses, tests, etc.). Aujourd'hui, nous avons la confirmation que la pénurie de vaccins est le résultat d'une politique qui a cassé la recherche publique et rendu le pays dépendant de multinationales qui localisent et investissent en fonction des profits immédiats, voire qui n'investissent même pas dans la recherche à hauteur des aides énormes qu'elles reçoivent par le biais du Crédit d'Impôt Recherche. L'exemple de Sanofi qui continue à licencier est significatif à cet égard. Il est nécessaire que notre pays parvienne à sa pleine souveraineté en matière de vaccins, de médicaments, etc.

Nous avons donc toutes les raisons de nous mobiliser le 4 février ensemble avec les salarié-es pour nos revendications car elles se rejoignent.